

Retrait de la réforme Macron

Grève et manifestation mercredi 29 janvier 2020

10 h maison des syndicats (bd de la Paix) Reims

Le gouvernement Macron veut passer en force son projet sur les retraites.

Le rejet de cette réforme est très fort dans le monde du travail et de la jeunesse, chacune et chacun a compris qu'il consiste à imposer des retraites de misère.

L'âge pivot est retiré ? FAUX

- **Il reste écrit dans le projet de loi** pour s'appliquer à toutes les générations partant après 2037, obligées de partir en retraite de plus en plus tard !
- **Le pseudo-retrait n'est que de la poudre aux yeux.** Il ne concernerait que les années précédant l'application de la loi et il est conditionné à un accord entre organisations syndicales et patronales. Le patronat refusant toute hausse de cotisation, le gouvernement, à son service, imposera 64 ans.
- **Tout cela est de l'enfumage !**

La propagande du gouvernement porte maintenant sur des études d'impact truquées !

Ses simulations prennent un âge « pivot d'équilibre » de 64 ans, alors que le projet de loi le prévoit à 65,5 ans pour les personnes nées en 1980, à 66 ans 3 mois pour 1990. Les études corrigées confirment que les femmes avec enfants sont les grandes perdantes et que les petits salaires perdent plus que les gros.

Après deux ans de bla-bla, le gouvernement continue de mentir...

et il voudrait qu'on lui signe un chèque en blanc. Simulations truquées, pas de valeur du point, aucun chiffrage du coût de la réforme, ... Seul « argument » rabâché : « *faire des économies sur les retraites* ».



Avec Macron, c'est toujours

le même refrain, faire payer les travailleurs, les chômeurs, les précaires... en réduisant les indemnités chômage, les APL, les services publics, en fermant des hôpitaux et des écoles...

Le mercredi 29 janvier, veille de la « conférence de financement », il faut que Macron sache que l'affaire n'est pas réglée.

Le combat continue. Cette journée doit montrer que notre colère et notre détermination restent intactes depuis le 5 décembre.

L'Assemblée générale des grévistes de Reims, soutenue par :

